



Séance ordinaire du mardi 25 juin 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-cinq juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Joël VERA.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Robert COTTE, Christophe COUR, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Noël SEGURA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Aline DESTAILLATS.

Hors commission - Contrat de partenariat conclu entre la Ville de Millau, la Communauté de Communes de Millau Grands Causses et Montpellier Méditerranée Métropole - Parcours d'accompagnement du Business Incubator Center (BIC) - Convention d'application - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La Communauté de Communes de Millau Grands Causses, la Ville de Millau et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu au 31 janvier 2019, un contrat global de partenariat portant notamment sur la mise en synergie des deux écosystèmes millavois et métropolitains.

La Communauté de Communes a créé et gère plusieurs structures d'accompagnement destinées à accueillir et favoriser le développement d'entreprises millavoises désireuses d'innover et de prospérer sur ce territoire :

- couveuse d'entreprises ;
- pépinière d'entreprises ;
- hôtel et village d'entreprises.

Le Business Incubator Center (BIC) de Montpellier créé et géré par Montpellier Méditerranée Métropole, primé à de nombreuses reprises au niveau international a suivi plus de 670 sociétés et généré plus de 5000 créations d'emplois depuis sa création en 1987. Il dispose d'un réseau de plus de 500 sociétés, d'experts de l'innovation et de la création d'entreprises et de nombreux investisseurs spécialisés dans les projets des start-ups et très petites entreprises. Il est destiné à des jeunes pousses à fort potentiel de croissance.

Les structures d'hébergement et d'accueil développées par les deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) offrent de manière complémentaire des services mutualisés (photocopieuses, secrétariat, parkings, salles de réunions, etc.) mais aussi de mise en réseau et d'accompagnement (contact avec d'autres entrepreneurs, réseaux de professionnels de la structure, conseils de partenaires et experts, formations). Ces actions s'inscrivent dans les compétences qui leur ont été confiées par le législateur en matière d'immobilier d'entreprise, en application de l'article L.1511-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le projet de convention d'application définit le cadre conventionnel permettant à des entreprises hébergées dans les structures de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses de bénéficier, au cas par cas, de formations et de parcours d'accompagnements ciblés, mis en œuvre au sein du BIC de la Métropole, notamment en matière de :

- définition de la stratégie de développement ;
- développement des ventes ;
- recherche de financements ;
- création de réseaux.

Cet accord s'inscrit dans les dispositions de l'article L.5111-1 du CGCT permettant, de faire bénéficier à l'une des parties des services mis en œuvre par l'autre partie, dans le respect des compétences transférées aux EPCI en matière de développement économique et de l'ensemble de la réglementation en vigueur.

L'accord participe à l'alliance de ces deux territoires par la mise en place d'actions mutualisées de développement économique d'intérêt général. Sa portée demeure circonscrite à l'accord local entre les deux parties.

Le projet de convention détaille les dispositifs d'accompagnement et les événements ouverts aux sociétés millavoises, les modalités de refacturation et de suivi de cet accord.

Le nombre maximum d'entreprises pouvant intégrer des dispositifs d'accompagnements et de conseils structurant se déroulant sur plusieurs semaines est limité à cinq par années civiles.

D'autres événements ou séances de mise en réseaux et de conseils collectifs seront ouvert aux entreprises hébergées par la Communauté de Communes de Millau Grands Causses souhaitant y participer, sans conditions restrictives.

Le montant maximum facturé par la Métropole par année civile sera plafonné à 8 000 €, correspondant à 5 parcours structurant de moyen terme, plus l'ensemble des inscriptions des sociétés millavoises aux événements et programmes collectifs ponctuels et événements organisés par le BIC.

A l'issue de chaque année civile, ce montant sera recalculé en fonction du nombre de sociétés hébergées par la Communauté de Communes partenaire, ayant participé aux dispositifs d'accompagnement précités.

Un plancher de 1000 € permet aux sociétés millavoises hébergées par la Communauté de Communes d'accéder sans limitations, aux autres dispositifs d'accompagnement et événements organisés par le BIC, hors parcours structurants. Il est intégré dans le montant refacturé, tel que défini ci-dessus.

Ce projet de convention d'application prend effet à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2020. Il pourra, dans la continuité de la convention-cadre générale, être reconduit annuellement par simple échange de courriers jusqu'au 31 décembre 2024.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'intégration des sociétés hébergées au sein des pépinières d'entreprises et couveuses de la Communauté de Communes de Millau Grands Causses au sein d'une partie du dispositif d'accompagnement du Business Incubator Center de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver les modalités financières de cet accord ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190625-90561-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention BIC-Millau 17-06-2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.